LUTTE CONTRE LE TABAGISME

La Cnas enquête chez ses assurés sociaux

Un grand nombre d'assurés sociaux de la Cnas sont des consommateurs de tabac, plus exactement de la cigarette. Une enquête sur le tabagisme chez les assurés sociaux adultes menée par la direction générale de la Cnas fait ressortir un grand nombre de consommateurs chez cette catégorie de personnes.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est à l'occasion du lancement d'une campagne de lutte contre la consommation du tabac, que la direction générale de la Cnas a rendu publique les résultats d'une enquête portant consommation du tabac chez les assurés sociaux. Selon la même source, «sur l'ensemble de la population enquêtée, la prévalence du tabagisme actuel est de 27,66%, avec une prédominance chez la gente masculine avec 25,8%.

Le sondage étalé sur trois jours, et qui a touché 3 600 personnes (assurés sociaux) au niveau de 900 structures de paiement de la Cnas. Selon une fiche technique remise en la circonstance aux participants, il a été indiqué que «la consommation du tabac à fumer varie selon l'âge, et décroit avec l'évolution de ce dernier». Ainsi, il a été constaté que «la prévalence est la plus élevée dans le groupe des 26-35 ans soit 27,6%, et diminue après l'âge de 35 ans». On ajoute aussi que 52,5% des fumeurs quotidiens ont un âge compris entre 26 et 45 ans. Elle est la moins élevée chez les plus jeunes dont l'âge varie entre 16 et 25 ans soit 7,1 % seulement.

La répartition par catégorie d'assurés révèle que le niveau de tabagisme est de loin le plus élevé chez les actifs avec 53,7%, suivi par les catégories particulières avec un taux de 19,4%, les retraités avec 15,8 et les étudiants avec 11%. La même source ajoute «que 26,3% des fumeurs quotidiens ont un niveau d'éducation secondaire, tandis que les universitaires et ceux qui ont un niveau moyen ont une fréquence égale à 21%. Le primaire ne représente que 17,8%». «Cette tendance diffère selon le sexe. Elle est la plus élevée chez les universitaires pour les femmes avec 47% des fumeuses», ajoute-t-on.

Concernant le niveau de consommation et de dépendance, l'enquête réalisée par la Cnas indique que «le nombre moyen de cigarettes fumées par jour est de 15,30, et que la plupart des fumeurs quotidiens, soit 50,7%, fument entre 10 et 20 cigarettes par jour, et seulement 5,6% fument 31 cigarettes ou plus, par jour». L'enquête conclut, en précisant que «sur l'ensemble de la population enquêtée, 22,4% sont des fumeurs actuels, avec 20,9% contre 1,47% pour les femmes». Les fumeurs quotidiens représentent 19,4% des répondants et les occasionnels 3%.

Parmi les non-fumeurs actuels, 31,4% sont des anciens fumeurs, soit 20,8% fumaient quotidiennement au passé, et 11,05% de manière occasionnelle, et 53,2% déclarent ne jamais avoir fumé.

A. B.

Photo : DR

La prévalence du tabagisme est de 27,66%.

MAROC

La contestation s'amplifie dans le Rif

Loin de décliner, la protestation des populations du Rif marocain, région historiquement frondeuse, s'amplifie avec, au contraire, son expansion, bénéficiant d'un soutien du reste des populations du royaume alaouite.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - La grandiose manifestation de soutien organisée, dimanche dernier, à Rabat, la capitale politique du pays, est significative à plus d'un titre de cet élan de sympathie grandissant chaque jour un peu plus dont bénéficient ces populations qui, depuis des mois, crient à la marginalisation et au déni de justice.

C'est ainsi que dimanche, des milliers de citoyens sont descendus dans les rues de la capitale du royaume en solidarité avec le Hirak du Rif, à Al-Hoceïma.

Les manifestants de tous les âges et des deux sexes, qui ont répondu à l'appel de plusieurs partis, organisations et associations de la société civile, n'ont pas cessé, le long de la marche, de dénoncer la hogra, la marginalisation et la privation des populations de cette région amazighophone de leurs droits fondamentaux et d'exiger la libération inconditionnelle des détenus parmi lesquels des leaders de cette protestation citoyenne pacifique.

La procession humaine de plusieurs milliers de personnes qui s'étirait sur près d'un kilomètre, a démarré à la mi-journée de Bab-el-Had, pour emprunter l'avenue Mohammed V, le cœur de la capitale, jusqu'au point de chute, la place Bab-el-Had. Les manifestants ont repris à gorge déployée les slogans chers aux protestataires du Rif, des mots d'ordre hostiles au Makhzen que les manifestants d'El-Hoceïma et d'autres contrées du royaume ne cessent d'entonner depuis des mois, mais en vain.

D'autres slogans, comme «Vive le peuple», «Liberté, dignité, justice sociale», «Libérez les prisonniers» et «Vive le Rif», étaient également brandis par des marcheurs dont nombre portaient également, tel un trophée, le portrait de Nasser Zefzafi, tête de pont de la contestation du Rif, interpellé et emprisonné depuis le 29 mai dernier et poursuivi pour «atteinte à la sécurité intérieure» du pays. Ce qui a, d'ailleurs, exacerbé encore plus la colère des populations du Rif, décidées à en découdre avec le Makhzen, criant à sa face ses tares que sont le sous-développement, l'injustice et l'exclusion.

Et cette manifestation, de par l'ampleur de la mobilisation citoyenne qui la caractérise, a vite été répercutée via les réseaux sociaux pour susciter davantage de solidarité aux quatre coins du royaume mais également dans le monde.

A noter que la région du Rif marocain enregistre quotidiennement des manifestations nocturnes, mois de Ramadhan oblige, et par centaines, voire par milliers de citoyens, pour dénoncer la «marginalisation» du Rif et un Etat marocain «corrompu».

Parfois, cette contestation tourne à l'émeute avec atteinte à des symboles étatiques comme ce fut le cas en mars dernier, à Imzouren, quand de jeunes émeutiers ont incendié une résidence de la police, dont les occupants avaient dû sortir du toit pour échapper aux flammes.

M. K.

Droit de réponse de Radyolla Holding Co

Faisant suite à l'article publié par votre quotidien du 30 mai 2017, sous le titre «Un engagement de 15 milliards de dollars avec une entreprise fantôme», malheureusement, dans cet article on découvre beaucoup de propos malveillants comme suit :

«Le groupe saoudien s'engage à investir 15 milliards de dollars en Algérie dans le développement de l'industrie du phosphate - n'est en fait qu'une tromperie, un pseudo-groupe saoudien, l'homme d'affaires saoudien est un sauveur, que le patron de Radyolla était injoignable, impossible de lui parler, disparu, depuis, des radars, évaporation, une entreprise fantôme, etc.»

A cet effet, le Radyolla Holding Co & Partenaires stratégiques, «dément avec la plus grande fermeté les allégations contenues dans cet article, les propos tenus sur notre compagnie comportent de nombreuses contre-vérités et portent atteinte à la réputation de notre compagnie, à l'honneur et à la dignité de son président-directeur général, ses cadres dirigeants, son personnel et ses partenaires stratégiques contractuels.

Nous vous signalons que Radyolla Holding Co est toujours en contact avec les entreprises concernées pour avancer notre projet de partenariat dans de bonnes conditions, suivant la réglementation algérienne en vigueur et le protocole d'accord signé le 15 février 2017 à Alger entre les P-dg des groupes publics algériens ASMIDAL & MANAL et le patron de la holding saoudienne Radyolla en présence de l'ex-ministre Abdeslam Bouchouareb et de son homologue Madjid Ben Abdallah Al-Qasabi, lors du forum d'affaires tenu en marge de la 12e session de la commission mixte algéro-saoudienne - en vertu duquel notre groupe s'engage à investir 15 milliards de dollars en Algérie dans le développement de l'industrie du phosphate.

En plus, nous vous révélons qu'actuellement le financement et la partie technique de ce projet sont déjà en place. Radyolla Holding Co et ses partenaires stratégiques contractuels sont prêts à remplir leurs engagements dans ce projet, nous attendons uniquement la finalisation des négociations avec les entreprises concernées pour démarrer les études techniques.

Aussi nous confirmons toujours notre souhait et manifestation d'intérêt pour participer à la réalisation des projets en Algérie, notre participation peut être par des financements et réalisation des investissements directs, ou indirects, dans le cadre de partenariats, d'alliance, J.V ou autres formes de participation, suivant la réglementation algérienne en vigueur.

Nous vous signalons également, que nos canaux de communication sont ouverts : courrier électronique, téléphone, fax, mobile, pour toutes entreprises et organismes algériens pour toutes communications, correspondances et entretiens.

Réponse de la rédaction

Nous prenons acte de cette réponse. Cependant, la teneur des propos démontre que Radyolla a bien agi en qualité «d'intermédiaire» entre, d'un côté, «des partenaires stratégiques contractuels et, de l'autre, les groupes Asmidal et Manal.

Cela soulève donc plusieurs interrogations : qui sont ces partenaires stratégiques ? De quelle nationalité sont-ils ? Pourquoi n'étaient-ils pas présents lors de la signature du protocole d'accord ?

Pour revenir à Radyolla, il aurait été intéressant de donner un aperçu des projets industriels d'envergure internationale réalisés et gérés par votre groupe. Comment se fait-il qu'une entreprise de votre envergure, capable d'investir des sommes colossales, ne dispose même pas d'un site internet ?

La lettre indique que Radyolla et ses partenaires stratégiques attendent «uniquement la finalisation des négociations avec les entreprises concernées (Asmidal et Manal) pour démarrer les études techniques». Cela signifie que les deux groupes publics «bloquent» l'avancée de ce méga-projet industriel. Une insinuation qui vient conforter les propos de M. Fayçal Senouci, représentant de Radyolla, qui avait fait état dans notre article de «blocages bureaucratiques» provoqués par la partie algérienne.

Pour l'heure, l'opinion publique n'a pas eu droit à la version d'Asmidal et de Manal. Mais il est étonnant qu'en période de crise, les deux groupes publics procèdent au blocage d'un investissement de 15 milliards de dollars.